

DROIT À L'ÉDUCATION - ÉDUCATION AUX DROITS : EXPÉRIENCES PARTAGÉES

Résumés des interventions et biographies des intervenants

9h00 Allocutions de bienvenue

Modération : Mme Alessandra Aula, Secrétaire générale du BICE

Mgr Francesco Follo, Observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'UNESCO

Docteur en Philosophie à l'Université pontificale grégorienne, Mgr Francesco Follo a, notamment, été professeur d'histoire de la philosophie grecque à l'Université pontificale Regina Apostolorum à Rome. De 1984 à 2002, il a travaillé au sein de la Secrétairerie d'État du Saint-Siège. Le 27 mai 2000, le pape Jean-Paul II l'a nommé Prêlat d'Honneur de Sa Sainteté et le 4 juillet 2002, Mgr Francesco Follo a été désigné Observateur permanent du Saint Siège auprès de l'UNESCO et de l'Union Latine.

Prof. Franco Anelli, Recteur de l'Université catholique du Sacré Cœur de Milan

Le professeur Anelli a obtenu son doctorat en droit commercial à l'Université Catholique du Sacré Cœur de Milan (Italie). Professeur associé, puis professeur ordinaire, il est nommé Vice-recteur de cette même université en 2004. En 2013, il en est devenu le Recteur. Ses recherches portent principalement sur le droit privé, le droit du mariage et sur la responsabilité du point de vue juridique.

Mme Geneviève Avenard, Défenseuse des enfants, France

Geneviève Avenard est diplômée de l'Institut d'Etudes politiques de Lyon et est titulaire d'une maîtrise en droit public. Elle a dirigé les Services de la prévention et de l'action sociale du Conseil général d'Eure et Loire puis ceux du Conseil général de la Côte d'Or. Directrice générale adjointe de l'Observatoire national de l'action sociale entre 2006 et 2008, puis Directrice générale d'Acodège, Mme Avenard est nommée Défenseuse des enfants en septembre 2014.

M. Olivier Duval, Président du BICE

Après une formation d'ingénieur en France, Olivier Duval a effectué sa carrière au sein du groupe industriel international Saint-Gobain. Il y a exercé des responsabilités de direction durant plus de 30 ans. Habitué à dialoguer avec des interlocuteurs d'horizons très différents, il peut exprimer l'universalité des droits de l'enfant tout en respectant le particularisme de chaque contexte local. Au moment de prendre sa retraite, il s'est engagé au BICE où il met à profit ses talents et son expérience, en cohérence avec sa foi chrétienne.

10h15 Propos introductifs

La dignité de la personne : une éducation humaine et chrétienne

Frère Robert Schieler, Supérieur général des Frères des écoles chrétiennes

La réflexion se situera dans le contexte de l'anthropologie chrétienne et de la dignité intrinsèque de toutes les personnes humaines.

C'est dans ce sens que seront partagées 2 convictions :

- La dignité humaine et l'éducation sont étroitement liées ;
- C'est au travers des partenariats et de l'activation des réseaux que sera promue la plénitude de la vie pour tous les êtres humains.

Le Frère Schieler illustrera la façon dont l'accélération rapide du changement nous impose de renforcer et de développer notre coopération, afin de promouvoir et de défendre les droits des enfants.

En conclusion, autour de la pensée de Doohan, les dirigeants qui considèrent leur responsabilité avec un sens du service, dans un monde en constante évolution, ont besoin de réflexion et de prière pour pouvoir prendre en compte le changement de façon créative. Ils ont aussi besoin de compétences politiques pour orienter les évolutions et d'une spiritualité profondément ancrée pour garder un équilibre au sein du changement¹.

Biographie

Docteur en éducation de l'Université de Pennsylvanie, le frère Robert Schieler a servi comme missionnaire aux Philippines, puis de 1998 à 2001, a été directeur de l'Éducation lassallienne pour les Etats-Unis et la région de Toronto. Il a été Visiteur du District de Baltimore de 2001-2007 avant d'être nommé Conseiller général pour la Région lassallienne d'Amérique du nord.

Elu Supérieur général de la congrégation des Frères des écoles chrétiennes en mai 2014, le frère Schieler assure la direction pastorale pour les frères, les partenaires lassalliens et les réseaux mondiaux des communautés éducatives lassalliennes. Sous sa direction, les écoles lassalliennes proposent dans presque 80 pays une éducation humaine à environ 1 million d'enfants et de jeunes, avec une option préférentielle pour les pauvres.

10h45 Plaidoyer international pour le droit à l'éducation et l'éducation aux droits de l'homme

L'éducation : un droit pour tous les enfants

Prof. Stefania Gandolfi, Titulaire de la Chaire UNESCO « Droits de l'homme et éthique de la coopération internationale », Université de Bergame et Présidente de l'Association Vittorino Chizzolini

L'éducation est un droit de l'homme universel et inaliénable, et, comme tous les autres droits, il est interdépendant et indivisible. En tant que processus continu, l'éducation donne à chaque personne des capacités, des libertés, des savoirs qui lui permettent d'être autonome et de faire face aux difficultés de la vie. Le fait qu'aujourd'hui encore un nombre assez élevé d'enfants n'aillent pas à l'école, ou l'aient abandonnée, à cause de plusieurs facteurs, nous montre que l'éducation n'a pas été conçue comme un droit de l'homme et son effectivité n'a pas été encore pleinement réalisée. Il s'agira, alors, de démontrer les implications de l'éducation en tant que droit effectif pour tous les enfants et comment sa mise en œuvre engage les acteurs publics, privés et civils.

Biographie

Stefania Gandolfi est professeure de pédagogie des droits de l'homme et pédagogie de la coopération internationale et responsable de la Chaire UNESCO « Droits de l'homme et éthique de la coopération

¹ Doohan, Leonard. L'autorité (leadership) Spirituelle. La quête de l'intégrité p 21 Paulist Press 2007.

internationale » de l'Université de Bergame (Italie). Elle est Présidente de l'association Vittorino Chizzolini, membre du Conseil de l'OIDEI et membre de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels de Fribourg (Suisse). Ses recherches portent sur l'éducation interculturelle, l'éducation à la citoyenneté, le droit à l'éducation, l'éducation aux droits de l'homme et le rôle de l'éducation dans l'enseignement supérieur.

Une nouvelle approche de l'éducation : l'optique de l'enfant

Dr Alfred Fernandez, Coordinateur, Plateforme des ONG sur le droit à l'éducation auprès des Nations unies, Genève

L'approche proposée se construit sur trois axes :

- les droits de l'homme dans les politiques publiques. Il s'agit de passer de l'idée de satisfaire des besoins éducatifs au respect entier des droits de la personne. Autrement dit, de passer de l'optique de l'État à l'optique de l'enfant, titulaire de droits ;
- l'éducation comme droit à l'identité (droit à être humain). L'éducation n'est pas seulement transmission de connaissances, instruction, elle est l'initiation à l'humanité. L'éducation est « apprendre à être » ;
- le rôle croissant de la société civile en tant que partenaire dans la mise en œuvre des politiques et qu'acteur appelé à cogérer l'éducation.

Biographie

Alfred Fernandez a obtenu un doctorat en Philosophie à l'Université Complutense de Madrid. A Genève, il dirige l'Organisation internationale pour le droit à l'éducation et la liberté d'enseignement (OIDEI) ainsi que le Collège universitaire Henry Dunant. Il coordonne également la Plateforme des ONG sur le droit à l'éducation auprès des Nations unies dont il est à l'origine de la constitution en 2010.

Depuis vingt-cinq ans, il participe comme expert ou comme représentant de la société civile à des réunions internationales sur le droit à l'éducation et les droits économiques sociaux et culturels dans le cadre des Nations unies, de l'UNESCO, du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne.

Quel rôle les ONG peuvent-elles jouer à l'UNESCO ?

Prof. Chantal Paisant, doyen honoraire, Institut supérieur de Pédagogie de l'Institut catholique de Paris et Représentante du BICE auprès de l'UNESCO

Dès sa création en 1945, l'UNESCO a exprimé sa volonté de tisser un réseau de coopération avec les ONG œuvrant dans ses domaines de compétence. Les Directives adoptées par la Conférence Générale de novembre 2011, ont marqué une nouvelle étape, visant à faire des ONG des partenaires officiels de l'UNESCO pour la définition et la mise en œuvre de ses programmes. Les modalités concrètes de ce partenariat seront décrites, ainsi que son importance toute particulière dans le domaine de l'éducation, en lien avec les Objectifs de Développement Durable à l'horizon 2030. L'intérêt de ce partenariat pour le BICE et la contribution qu'il peut apporter, dans ce cadre, à la promotion des droits de l'enfant et à la valorisation des actions conduites avec ses propres partenaires dans le monde seront également présentés.

Biographie

Chantal Paisant est professeur agrégé et docteur ès Lettres. Elle a été détachée auprès du Ministère de la Coopération française, puis du Ministère des Affaires étrangères, en poste au Congo-Brazzaville, au Niger puis au Kenya (1977-1986). De 1986 à 1990, elle a travaillé auprès du Centre International d'études pédagogiques de Sèvres, comme Responsable du service français langue seconde, puis Directrice du Département Formation. A partir de 1990, elle a été Maître de conférences à l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3, Directrice

d'études à l'IUFM d'Aquitaine, puis détachée auprès de l'Institut Catholique de Paris (ICP) en tant que Doyen de l'Institut Supérieur de Pédagogie-Faculté d'éducation (1995-2004). Elle est ensuite détachée auprès du siège de la Fondation d'Auteuil, en tant que Directrice de la Formation et de l'Innovation (2004-2010).

Ses recherches ont porté sur la didactique du français langue étrangère et langue, l'histoire des missions catholiques et des congrégations féminines. Elle a cofondé, en 2002, le laboratoire de recherche GRIEM (Groupe de recherche interdisciplinaire sur les écritures missionnaires), de l'Institut Catholique de Paris.

Depuis janvier 2017, Chantal Paisant est Doyen honoraire de l'ISP-Faculté d'éducation de l'ICP et représentante du BICE auprès de l'UNESCO.

Pour une prise en compte du droit à l'éducation des enfants réfugiés et migrants

Mgr Robert Vitillo, Secrétaire général de la Commission internationale catholique pour les migrations, Genève

Malgré les instruments internationaux censés garantir le droit à l'éducation, l'exclusion de l'école de millions d'enfants migrants et réfugiés dénie ou néglige leur droit à une croissance intégrale.

Les dimensions de cette crise et l'impact pour ces enfants de cette forme de discrimination seront examinés et quelques bonnes pratiques pour remédier à cette situation dommageable seront présentées.

Biographie

Après des études doctorales en travail social, Mgr. Robert Vitillo a occupé la fonction de Directeur adjoint puis de Directeur de 1976 à 1984 de la Caritas diocésaine à Paterson, New Jersey (USA) qui s'occupe des questions de santé mentale, d'adoption, de réfugiés et de migration. De 1982-1986, il a été Secrétaire exécutif des unités de pastorale sociale du Diocèse de Paterson. De 1986 à 1996, il a occupé à Caritas Internationalis les fonctions de Chef de service pour l'Europe et l'Amérique du Nord, de Directeur de programmes puis de Délégué international à New York. De 1997 à 2005, il a été le Directeur exécutif de la Campagne catholique pour le développement humain auprès de la Conférence des évêques des États-Unis.

Directeur de la délégation de Caritas Internationalis à Genève et attaché de la Mission du Saint-Siège auprès de l'ONU pour les questions relatives au VIH/SIDA et santé entre 2007 à 2016, Mgr. Vitillo est nommé Secrétaire général de la Commission internationale catholique pour les migrations au printemps 2016.

Il est l'Assistant ecclésiastique du BICE depuis janvier 2015.

12h15 Lancement de la publication « Éducation populaire et Résilience »

Le projet « Enfants et Adolescents Sains et Heureux : Centres d'Éducation Populaire (CEP) à Puerto Piray, Argentine » a été réalisé entre 2011 et 2016 conjointement par le BICE, la Congrégation des sœurs de San José de Cuneo et une équipe de professionnels de la communauté locale. La publication présente le travail mené par les équipes des CEP qui accompagnent les enfants en situation de rue et d'échec scolaire et assistent ceux qui ont été victimes de violences physiques et psychologiques. A travers les principes qui régissent l'éducation populaire et la résilience et le lien entre ces deux méthodes, les activités ont contribué à renforcer chez l'enfant l'estime de soi. Il devient ainsi conscient qu'il est capable d'apprendre et de changer la réalité dans laquelle il vit, de même que son environnement.

La publication est présentée conjointement par Mme Véronique Peterbroeck, Administratrice de la Fondation Jean-François Peterbroeck qui a soutenu financièrement la réalisation du projet et de la

publication et par Mme Adriana Bordarampe, psychopédagogue et professeure d'éducation préscolaire, qui a coordonné le projet à Puerto Piray.

14h00 Table ronde : Exemples et défis du terrain

Modération : Mme Stéphanie Gallet, journaliste à RCF

Désinstitutionalisation et accès à l'éducation des enfants en situation de handicap

Mme Yulia Akhtyamova, Chargée de projet, Center for Curative Pedagogics (CCP), Russie

L'intervention sera basée sur le projet en cours « Changer une vie » mené par le BICE et le CCP et sur les données obtenues suite au monitoring des internats russes pour les enfants en situation de handicap. Elle débutera par un tour d'horizon historique de la situation des enfants ayant des troubles de développement et de leurs familles. Il sera ensuite question du système d'internats existant et des problèmes relatifs à l'éducation des enfants à l'intérieur de ce système. L'expérience acquise par le foyer Sainte-Sophie sera également présentée afin de montrer comment on peut améliorer la qualité de vie des enfants de 5 à 18 ans en les impliquant dans diverses activités scolaires et extrascolaires.

Biographie

Diplômée de l'institut de Psychopédagogie de Moscou en psychothérapie des enfants et des familles, Yulia Akhtyamova travaille, depuis 2005, au CCP et est responsable de projets et psychologue. Auparavant, elle a collaboré à la réalisation de plusieurs autres projets, dont celui nommé « Résidence accompagnée » pour préparer les jeunes ayant des troubles du développement à une vie autonome. Elle est l'une des fondatrices et dirigeantes du groupe inclusif indépendant de préparation à la scolarisation des jeunes de 4 à 8 ans.

La coresponsabilité de l'école dans le respect des droits et la croissance intégrale de l'enfant

M. Santiago Amurrio, Coordinateur de la Mesa pro BICE – Chili

Que signifie pour l'école d'être "garante des droits" ? Quels sont les fondements de cette option pour défendre les enfants et comment intégrer ces éléments dans un modèle éducatif ? Pour parvenir à un changement de paradigme, il faut reconnaître les enfants comme sujets de droit et encourager l'école à assumer le rôle de garant des droits de l'enfant en coresponsabilité avec l'État, la famille et la société en général. La fonction de la communauté éducative est, donc, cruciale afin que l'école appréhende le fondement des droits dans sa totalité, transforme ses pratiques éducatives et soit présente dans les lieux où sont débattues les politiques publiques.

Biographie

Santiago Amurrio est licencié en théologie et en philosophie, spécialiste en politique publique pour la protection des familles et Maître en sciences de l'éducation. Il a travaillé comme secrétaire de la Mission des Frères des écoles chrétiennes au Chili, responsable de développer un ensemble de projets d'études. Comme éducateur, il collabore dans divers groupes de travail et processus de formation dans la région Amérique latine et Caraïbes des écoles lassaliennes (RELAL). Il est auteur de plusieurs ouvrages scolaires et d'articles relatifs à l'évaluation et la formation des enseignants.

Renforcer la communauté pour favoriser l'éveil précoce de la petite enfance

M. Sudhakar Appanna Gopalappa, Membre du Conseil de direction d'Aina Trust, Inde

La Constitution de l'Inde garantit à chacun de ses citoyens ses droits fondamentaux et plusieurs lois ont été élaborées pour assurer la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant. Cependant, les violations de ces droits sont récurrentes. Pour y mettre fin, plusieurs actions doivent être mises en place, dans le cadre d'une collaboration entre les ONG et l'État. Dans cette optique, grâce au soutien du BICE, Aina Trust a créé des centres d'accueil communautaires pour les enfants âgés de 0 à 6 ans des familles des travailleuses de la soie. L'intervention d'Aina Trust permet d'offrir une enfance digne à ces enfants et de former des assistantes maternelles qui deviennent des références dans leurs communautés pour la protection et l'éducation des enfants.

Biographie

Sudhakar Appanna Gopalappa a obtenu un Master en droit de l'Université de Bangalore et s'est formé ensuite en travail social. Depuis 25 ans, il travaille comme avocat auprès de la Cour du district de Chickballapur dans l'État du Karnataka pour défendre les populations en situation de vulnérabilité économique et sociale : les enfants, les femmes, principalement issues des communautés Dalits (« intouchables ») et des tribus autochtones. Il collabore régulièrement avec le gouvernement, le milieu académique et les institutions publiques et il est membre des comités de différentes structures auxquelles il apporte son expertise concernant principalement les droits de l'enfant.

Formation professionnelle et réintégration des enfants en situation d'exclusion sociale

M. Thomas d'Aquin Rubambura, Directeur adjoint de programmes, Congrégation des sœurs de Sainte Gemma, République démocratique du Congo

Les enfants en situation d'exclusion sociale vivent dans des conditions très précaires, sont l'objet d'abus de toutes sortes et, très souvent, sont contraints d'abandonner l'école. L'engagement du Programme d'Encadrement des Enfants de la Rue (PEDER), que la congrégation des sœurs de Sainte Gemma met en œuvre auprès des enfants exclus du système scolaire formel, se concrétise dans la réalisation de divers projets visant la récupération, la formation professionnelle et l'accompagnement social jusqu'à l'intégration des enfants dans le marché du travail. L'aboutissement de ce processus conduit à une resocialisation effective de l'enfant et la valorisation de ses capacités.

Biographie

Thomas d'Aquin Rubambura, diplômé en sciences sociales de développement rural, est coordinateur adjoint du PEDER à Bukavu depuis 1996. Travailleur de rue, il a 25 ans d'expérience auprès des jeunes les plus défavorisés. Il est aussi chargé de la coordination du projet de recherche sur les enfants des rues « Grandir dans la rue » dans la ville de Bukavu.

L'éducation des enfants travailleurs : une réponse adéquate aux situations qu'ils vivent

Liz Torres, Directrice de Callescuola, Paraguay

Depuis une trentaine d'années, Callescuola développe une activité éducative avec les enfants et les adolescents qui travaillent (EATs) dans des espaces publics et communautaires.

A partir du travail réalisé directement auprès des EATs, les axes conceptuels et méthodologiques qui orientent la pratique ont été explicités. L'éducation est conçue comme un processus qui se déploie dans la relation entre l'enfant et l'éducateur à travers une réalité structurée et conjoncturelle. Dans cette relation, les termes 'enseignement' et 'apprentissage' font partie d'un même processus qui permet le développement personnel et social tant des EATs que des éducateurs. L'attention est ainsi portée sur l'enfant « en soi » qui est reconnu comme sujet de droit et sujet social.

Biographie

Liz Torres est diplômée en sociologie de l'Université Catholique de Notre Dame de l'Assomption de Asunción et enseignante avec une spécialisation pour les enfants en situation de handicap.

Elle est membre de l'association Callescuola depuis 1990 où elle exerce actuellement la fonction de membre du Comité directeur et représentante institutionnelle aux niveaux national, régional et international. De 2008 à 2012, elle a été Ministre du Secrétariat national de l'enfance et de l'adolescence du Paraguay.

16h00 Le documentaire : une ressource pour l'éducation aux droits

Modération : Mme Pascale Kramer, coorganisatrice du Festival de films documentaires du BICE *Enfances dans le monde*

Dialogue avec une délégation de lycéens ayant participé au jury du Festival

Chaque année depuis 2010, à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance, le BICE organise le festival de films documentaires *Enfances dans le Monde*. Son objectif est de sensibiliser les jeunes et le grand public aux réalités diverses et souvent difficiles vécues par les enfants partout dans le monde. La nature documentaire des films renforce le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des droits de l'enfant.